



Rentrée 2026 – se mobiliser sans attendre !

il y aura bien 4018 suppressions d'emplois de professeurs dans le 1^{er} et le 2^d degrés à la prochaine rentrée dont 3256 dans le public (hors emplois liés à la réforme des concours), issues du budget 2026.

Inacceptable ! Ces annonces sont scandaleuses : elles vont conduire à des suppressions de postes, des fermetures de classes, d'écoles, une diminution de l'offre de formation qui vont mettre à mal le service public d'Éducation et risquent d'accentuer les inégalités en ne tenant pas compte des réalités et des besoins différenciés des territoires. Nous dénonçons la vision budgétaire et court-termiste du gouvernement : la variable démographique ne peut être la boussole principale des choix en matière de moyens pour l'Éducation nationale.

Nos organisations départementales FSU, UNSA Éducation, CFTD Éducation Formation et Recherche publiques, CGT Educ'action, SUD Éducation, FNEC-FP-FO et FCPE rappellent que la France a les classes les plus chargées d'Europe - La baisse démographique doit être utilisée pour réduire de manière significative le nombre d'élèves par classe. - La baisse démographique doit aussi être utilisée comme un levier dans la lutte contre les inégalités scolaires et sociales qui minent notre système éducatif.

Dans le premier degré public, 1891 postes seront supprimés (21 en Indre et Loire). Ajoutés aux postes que les DSDEN doivent ponctionner pour alimenter les PAS, le nombre de fermetures de classes s'annonce colossal et sans précédent.

Dans le 2^d degré public, ce sont 1 365 emplois de professeurs qui vont être supprimés. La moitié des collèges du département perdent des divisions, parfois 2 en moins dans un seul collège.

Depuis 2018, ce sont 10 230 emplois qui ont été supprimés. Les premiers retours des académies témoignent d'une véritable saignée.

Vies scolaires, AESH, PsyEn, personnels sociaux et de santé : le compte n'y est pas.

Ce budget ne prévoit aucune création d'emplois de CPE ni d'AED, alors que les enjeux de climat scolaire sont de plus en plus évidents.

L'Éducation nationale manque de tout : de professeurs, d'emplois d'infirmières, d'assistantes sociales, de médecins scolaires, de Psy-EN et d'AESH : 48 726 élèves en situation de handicap étaient sans solution d'accompagnement. La création de 1 700 emplois d'AESH est bienvenue mais restera en partie lettre morte tant qu'un statut pour les AESH n'aura pas été créé, pour les sortir de la précarité.

Nous exigeons l'annulation des 4000 suppressions d'emplois d'enseignants et la création des emplois nécessaires à la baisse significative des taux d'encadrement.

Nous ne pouvons accepter d'attendre plus longtemps des mesures de revalorisation salariale : le dégel du point d'indice et des mesures catégorielles doivent être actés rapidement.

Les discussions sur la création d'un corps de fonctionnaires de catégorie B doivent aboutir rapidement : les AESH ne peuvent plus attendre.

Dans l'action dès maintenant !

Nos organisations départementales FSU, UNSA Éducation, CFTD Éducation Formation et Recherche publiques, CGT Educ'action, SUD Éducation, FNEC-FP-FO et FCPE **appellent les personnels, les parents d'élèves à se réunir et agir dès maintenant pour refuser les suppressions de postes, exiger les moyens nécessaires au fonctionnement des établissements et à l'amélioration des conditions de travail des personnels comme les conditions d'apprentissages des élèves.**

Elles soutiennent les actions engagées localement, comme le débrayage des collègues du collège Malraux le 9 février.

Cela peut prendre la forme de rassemblements de personnels et de parents devant les établissements, partout où c'est possible, de grève, d'opérations « établissements déserts ».

Nos fédérations rappellent qu'elles ont déposé un préavis de grève illimité sur la période.

Elles appellent à un RASSEMBLEMENT le MERCREDI 18 MARS à 17H30 place de la préfecture à TOURS.

A Saint Avertin, le 05 mars 2026.